

Tribune libre

La solidarité avec la Guadeloupe et la Martinique, c'est la grève générale en Métropole !

(Groupe CCI-T - <http://www.cci-t.org>)

« Ce que veut Sarkozy, c'est contenir le mouvement aux DOM et éviter la contagion à la Métropole. Nous avons rassemblé jusqu'à 100 000 personnes dans la rue, c'est 23% de la population de la Guadeloupe ! Imaginez une mobilisation de 15 millions de personnes en Métropole ! ». Elie Domota, leader du LKP. En effet, tant que les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique restent isolés, le gouvernement peut encore manœuvrer, essayer de gagner du temps, escompter le pourrissement de la grève, rogner sur les revendications et éventuellement faire donner les gendarmes mobiles. Par contre, Sarkozy, les capitalistes et leur gouvernement craignent que toute la population se dresse contre eux dans la grève générale en Métropole comme dans les Antilles.

Les dirigeants syndicaux de Métropole défendent-ils cette orientation ? Non. Dans leur communiqué commun du 23 février ils se contentent d'exprimer « leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées. »

Un même ennemi : Sarkozy et le gouvernement des capitalistes

A Paris comme à Pointe à Pitre, les patrons, le gouvernement qui est leur état-major politique, ont le même objectif : faire payer aux salariés, aux jeunes, aux retraités, à l'immense majorité de la population, le poids de la crise du système capitaliste. Gouvernement et MEDEF font bloc pour ne rien céder. Sarkozy, en réponse à la grève du 29 janvier, non seulement n'a rien lâché aux salariés, mais a décidé de verser encore d'autres milliards aux patrons et réaffirmé sa volonté de poursuivre et d'accélérer ses réformes destructrices. Mais en Guadeloupe, devant la détermination et l'organisation des grévistes et par peur de l'embrasement général, ils viennent de reculer partiellement sur les augmentations de salaires. La conclusion qu'en tire n'importe quel travailleur, c'est que seule la grève générale menaçant d'emporter le gouvernement peut être efficace. Mais ce n'est pas la conclusion qu'en tirent les dirigeants syndicaux.

Les dirigeants syndicaux tentent de faire prendre des vessies pour des lanternes

Contre toute évidence, les dirigeants syndicaux affirment ensemble : « La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé. » Mais la concertation doit se dérouler sur les plans et réformes du gouvernement ! Mais le but principal du fonds d'investissement social est de piller les caisses de l'assurance-chômage pour financer à la place des patrons les mises en chômage partiel !

Et prônent la concertation avec le gouvernement et les journées d'action à répétition

Feignant de croire que gouvernement et patronat peuvent répondre positivement aux revendications des salariés, les dirigeants syndicaux choisissent de s'inscrire dans la concertation sur les plans du gouvernement, appellent à une nouvelle journée « de grèves et de manifestations » le 19 mars censée entretenir la pression sur le gouvernement, ou bien organisent des combats séparés, chacun sur sa revendication, alors que c'est toute la classe ouvrière, tous les salariés du public et du privé, la jeunesse, avec toutes leurs revendications, qui ont montré le 29 janvier qu'ils étaient prêts à se battre.

Comme le LKP l'a fait en Guadeloupe, il faut s'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux d'appeler à la grève générale et en finir avec Sarkozy !

L'affrontement avec le gouvernement des capitalistes est inévitable. Les 90 000 chômeurs de plus recensés pour le seul mois de janvier montrent bien qu'ils ne feront pas de cadeaux. Les laisser au pouvoir, c'est les

laisser poursuivre une politique qui mène à la ruine, à la misère, à la régression dans tous les domaines. D'un côté, PS et PCF demandent poliment au gouvernement de bien vouloir changer de politique. De l'autre, les dirigeants syndicaux refusent de centraliser tous les combats de la classe ouvrière dans la grève générale pour chasser le gouvernement des capitalistes. La solution, c'est de s'organiser pour submerger les obstacles, pour imposer l'unité de toute la classe ouvrière, de ses organisations, dans un combat tous ensemble pour en finir avec le gouvernement.

Il faut un autre gouvernement !

Mais un autre gouvernement, s'il n'est pas prêt à rompre avec le maintien du profit privé et de la plus aberrante compétitivité, fera la même chose, quelle que soit l'étiquette affichée de ses dirigeants. En Allemagne, en Grande Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, partout, c'est la même politique : d'un côté les milliards pour les banquiers, actionnaires et patrons, de l'autre un recul effroyable pour les populations. Alors quel gouvernement peut décider la satisfaction de toutes les revendications en expropriant sans indemnités ni rachat les grands banquiers et les grandes entreprises qui contrôlent toute l'économie, en abrogeant toutes les lois et mesures réactionnaires. Quel gouvernement peut empêcher la fuite des capitaux et relancer la production en répondant aux besoins considérables des masses et tout en respectant l'environnement ? Quelle classe, quel gouvernement pourra résoudre les problèmes de la société ? Au Havre, des manifestants le 29 janvier avaient pour banderole : « *La crise, c'est eux, la solution, c'est nous* ». En Guadeloupe, les travailleurs ont constitué le LKP qui dirige leur combat. Le LKP devrait postuler à la direction de la société guadeloupéenne, à la prise en main de son économie, à l'expropriation des békés au profit des masses guadeloupéennes. Voilà le chemin à suivre : seul un gouvernement constitué par les travailleurs eux-mêmes, contrôlé par eux, appuyé sur leur mobilisation, ouvrant la voie au socialisme, peut nous permettre d'en sortir !

Construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire

La crise du capitalisme s'accélère dans des proportions jusqu'alors inconnues. Tous les plans faméaux des gouvernements bourgeois sont incapables de juguler la crise. Au contraire ils font naître de nouvelles impasses, des endettements encore plus colossaux et la banqueroute. Mais pour se maintenir ce système en faillite nous mène à la misère, à la destruction de tous les acquis sociaux, à la répression et à la réaction la plus noire. La bourgeoisie ne peut plus se contenter de demi-mesures, et la classe ouvrière et la jeunesse ne peuvent plus se défendre en quémendant aux capitalistes des aumônes pour survivre tout en leur laissant les rênes. Une crise révolutionnaire va s'ouvrir dont l'issue dépend de la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire. Le CCI (T) qui est un des éléments de cette construction, propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.

Soutien : Le Parti Communiste Ouvrier d'Iran Section Française apporte sa solidarité aux travailleurs de Guadeloupe et de Martinique en grève générale et s'associe à ce tract.